

G8: BILAN DES ARRESTATIONS

À l'occasion du contre-sommet du G8, les polices anglaises et écossaises n'ont eu de cesse d'exercer une pression constante sur les militants, par divers moyen d'intimidation, contrevenant ainsi à leur droit à manifester : encerclements pendant des heures, arrestations arbitraires, arrestations de Legal observers (présents pour noter les agissements de la police et informer les militants sur leurs droits), encerclement du camp autogéré de Stirling, utilisation fallacieuse de divers textes légaux pour justifier arrestations, détentions et fouilles.

À ce jour, et même si les procédures ne sont pas terminées, il est possible de dresser un premier bilan des arrestations.

Un grand nombre d'arrestations ont eu lieu lors du Carnival of Full Enjoyment, lundi 4 juillet à Edimbourg. Lors de cette manifestation festive qui devait s'achever en street party, plus de 130 arrestations ont eu lieu. Une partie des personnes arrêtées ce jour-là ont passé une nuit en garde à vue et ont été relâchées le lendemain avec une convocation au tribunal pour le vendredi 8 juillet. Une partie de celles et ceux convoqués ce jour-là sont arrivés au tribunal et ont été informés qu'ils ne seraient pas jugés.

Une autre partie des personnes arrêtées le lundi (60 personnes) sont passées au tribunal mardi, toutes au moins inculpees pour "breach of peace" (trouble à l'ordre public), certains sont sortis le jour même avec soit une convocation au tribunal pour un autre jour, soit une amende autour de 300 pounds, soit une libération sous conditions (interdiction d'aller à : Stirling, Edimbourg, Gleneagles, Glasgow). Toute personne contrevenant à ces restrictions était arrêtée à nouveau.

Sur les personnes passées au tribunal mardi, 18 avaient des charges plus lourdes : breach of peace, mobbing et rioting (provocation d'émeutes), ces 18 personnes ont été incarcérées dans les prisons d'Edimbourg (pour les hommes) et Stirling (pour les femmes) jusqu'au vendredi 8 juillet où pour certains la libération sous conditions a été acceptée (conditions: ne pas aller à Gleneagles et Glasgow si ce n'est pour y transiter et quitter le territoire écossais). Ils devraient être convoqués dans quelques mois pour un procès.

D'après un communiqué de presse de l'Équipe légale, plus de 700 personnes ont été arrêtées durant les manifestations contre le G8. Et à peu près 366 personnes ont été inculpées. Tous les militants qui ont été en garde à vue se sont vu prélever leur empreinte ADN (nous ne savons pas combien de temps ces empreintes seront gardées). Les tribunaux ont imposé des conditions de libération drastiques dans le but d'empêcher les militants de participer à d'autres manifestations. Ces libérations sous conditions ont obligé certaines personnes ne résidant pas en Ecosse à quitter le territoire très rapidement, certains ont même été arrêtés une seconde fois pour n'avoir pas respecté ces conditions. Parmi les personnes incarcérées en attendant un jugement, il y avait un mineur âgé de 16 ans et une mère et son enfant, dont elle a été séparée.

L'Équipe légale a reçu de nombreux témoignages des abus commis par la police. Après la première journée de rafle le lundi 4, certains militants arrêtés ont passé la nuit menottés dans les fourgons de police. D'autres n'ont pas pu téléphoner à un avocat, certains ont été privés de sommeil pendant 73 heures ou placés dans des cellules d'isolement...

La police a largement usé et abusé de la section 60, qui est censée être utilisée pour chercher des armes. Cette section a été invoquée pour procéder à des fouilles systématiques. La police a également demandé régulièrement les noms et adresses des militants, sans droit légal clair de le faire (une personne a été arrêtée car elle refusait de donner ces informations). Un très grand nombre de militants ont été photographiés et/ou filmés, simplement pour avoir participé à des manifestations. Un certain nombre de personnes ont été blessées par la police, la plupart souffrent de blessures à la tête causées par les matraques. Un grand nombre d'officiers de police couvraient leurs numéros d'identification, il était ainsi impossible de les identifier. Les audiences du tribunal, censées être publiques ont eu lieu à huis-clos, empêchant d'une part les prévenus d'être soutenus par leurs amis et camarades, et d'autre part la presse d'exercer son devoir d'information.

Toujours selon l'Équipe légale, c'est la plus large opération de police jamais vue au Royaume-Uni. Nous condamnons ces mesures policières qui ont eu pour effet une érosion des droits civils et humains et ont été une atteinte au droit de manifester.

À la date du 12 juillet, 5 hommes qui ont passé une semaine en prison ont été libérés sous conditions. Il reste un homme à la prison d'Edimbourg, arrêté pendant une manifestation contre le G8, mais aujourd'hui incarcéré pour des faits antérieurs, et deux hommes à la prison de Glasgow. Deux femmes sont encore incarcérées à la prison de Corton Vale, à Stirling, une probablement relâchée vendredi prochain, l'autre passe devant le tribunal vendredi.

Nous tenons à remercier toutes les organisations qui ont signé l'appel pour la libération de Marie, Julie et tous les autres militants incarcérés. Et qui ont apporté leur soutien à tous ceux qui ont été arrêtés.

Marches européennes contre le chômage, No Vox, Sud PTT, Sud Rail, Sud Culture, Sud étudiants Solidaires, Les Panthères Roses, Attac, Attac Campus, AC!, Droit au logement, Coordination nationale des sans papiers, No Pasaran, Confédération paysanne, Ligue Communiste Révolutionnaire, les Alternatifs, le Réseau femmes "Ruptures", le 9ème collectif des sans-papiers, Programa de Estudios sobre Democracia y Transformación Global de la Unidad de Postgrado de la Universidad Nacional Mayor de San Marcos (Perou), Movimiento Raiz (Perou), Batucada Fuzarca Feminista (Sao Paolo Bresil)

Il reste toujours des personnes incarcérées et/ou en attente d'un jugement. Pour s'informer:

le site de l'Équipe légale (G8 Legal Support Group):

www.g8legalsupport.info <<http://www.g8legalsupport.info/>>

leur mail: g8legalsupport@riseup.net

Si vous avez été témoins d'arrestations, envoyez un mail à l'Équipe légale ou remplissez le formulaire sur leur site internet.

Un groupe de soutien aux prisonniers se constitue, pour le contacter:

July 2005 Prisoner Support Group,

c/o 17 West Montgomery Place,

Edinburgh, EH7 5HA.

Phone: 0131 208 0767

Email: july2005solidarity@yahoo.co.uk